« Le lobby agricole s'arc-boute sur le vieux monde »

Le Monde Tribune – le 24 février 2023
Gilles Luneau, journaliste et réalisateur, a écrit « Les Paysans face au chaos climatique » (Impacts 2022).
https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/02/24/le-lobby-agricole-s-arc-boute-sur-le-vieux-monde_6163170_3232.html

Le journaliste Gilles Luneau, spécialiste du monde agricole, dénonce, dans une tribune au « Monde », le refus de la principale organisation syndicale du secteur, la FNSEA, de prendre la mesure de la crise climatique.

Le climat n'est pas une crise, c'est un bouleversement dynamique, sans retour à l'état antérieur. La chute de la biodiversité sauvage et domestique obéit aussi à un mouvement sans retour. Climat, biodiversité, nous sommes face à des défis systémiques qui exigent une métamorphose des pratiques agricoles et alimentaires, et non une adaptation technique au cas par cas. Quand la science parle d'adaptation, c'est de capacité intellectuelle à changer de paradigme qu'il s'agit, et pas de nouveau matériel, de nouveaux OGM, de nouvelles molécules pesticides ou de ligne de crédit sur la fixation du carbone, comme le clament le lobby de l'agro-industrie et le principal syndicat agricole, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés Le syndicat agricole FNSEA appelle à manifester à Paris contre « les contraintes réglementaires intenables »

Ce syndicat, qui à l'oreille des gouvernements successifs, s'est saisi de la guerre en Ukraine pour remettre en question les décisions européennes sur les rotations de cultures et les jachères, indispensables à la restauration de la vie biologique des sols, à la biodiversité, au climat. Même attaque contre la stratégie européenne dite « Farm to Fork » (de la ferme à la fourchette), destinée à réduire les dégâts écologiques de la Politique agricole, mais que la FNSEA qualifie de *« logique de décroissance alors qu'il faut au contraire produire plus »*.

Oubliée, la priorité donnée au « produire mieux ». Tout comme l'interdiction des néonicotinoïdes, au double prétexte, d'une part que l'Allemagne continue d'en utiliser, d'autre part que l'arrêt de l'usage de ce poison ne pourra intervenir que quand un nouveau poison sera disponible – sans jamais cherche à savoir comment on faisait avant les néonicotinoïdes, apparus au début des années 1990. Ou encore les bassines de Poitou-Charentes, des retenues d'eau à usage agricole perpétuant des cultures et des pratiques climaticides et écocidaires qui ont déjà mis en péril l'environnement régional.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés « Beaucoup de gens, à Paris, sont moins bien logés que mes vaches » : le désarroi du monde agricole face à l'« agribashing »

On pourrait multiplier les exemples mêlant lobbying et faits accomplis au mépris de la loi : pression sur le gouvernement pour reculer l'interdiction du glyphosate, sabotage des plans Ecophyto de réduction de 50 % des pesticides, non-respect des « zones de non-traitement », dérogations préfectorales aux normes réglementaires d'épandage, agrandissements des poulaillers et porcheries industriels, etc. Le lobby agro-industriel s'est emparé de l'histoire (guerre, sécheresse) pour mener de fait une contre-révolution climatique et écologique en orchestrant la désinformation sur ses intentions, multipliant les références à la *« souveraineté alimentaire »* et aux *« pratiques durables »*.

L'heure n'est plus à tergiverser

La FNSEA, qui fut le fer de lance de la *« révolution silencieuse »* des années 1960-1970, est aujourd'hui incapable de se remettre en cause, de se projeter à long terme. Son aveuglement mène ses adhérents à leur perte et avec elle notre capacité à nous nourrir de la nature. Ce syndicat, qui ne représente qu'un quart des agriculteurs (55,31 % des votes avec 53,48 % d'abstention), se pense

porteur d'un modèle agricole indépassable et taxe ses opposants d'agribashing. Pourtant, l'agriculture ne se maintiendra que si elle préserve le climat, qu'elle détruit pour le moment à hauteur de 20 % des émissions de CO_2, et la biodiversité, qu'elle anéantit par ses pratiques.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés Agribashing : « Les paysans ont perdu la bataille culturelle contre la ville »

Nous avons besoin d'une mutation générale de l'agriculture conventionnelle, pas de « volet climat » ou de mesurettes « agroenvironnementales ». Quand il fait plus de 40 °C en Provence, quand l'eau salée s'infiltre dans l'eau douce, quand les arbres fruitiers n'ont plus le repos vital de la dormance, quand il y a quatre saisons en une, quand les insectes ravageurs prolifèrent, quand il faut envisager de remplacer les vaches normandes par des zébus et les pêchers par des palmiers-dattiers, l'heure n'est plus à tergiverser sur un nouvel outil ou une nouvelle subvention pour continuer comme avant. Pendant que le lobby agricole s'arc-boute sur le vieux monde, d'autres forces économiques internationales se mobilisent pour substituer aux productions agricoles des aliments de synthèse végétale et animale, et rayer ainsi les paysans de la carte.

Nul besoin d'avoir fait Polytechnique pour comprendre que les réponses au dérèglement climatique et à la chute de la biodiversité se pensent à l'échelle de la géographie physique et humaine. Au chapitre agricole, les solutions ne peuvent se réduire à une « adaptation » ferme par ferme, avec plus de technique, plus de captation privée de l'eau, plus d'OGM. Il faut une approche multi-acteurs qui prenne physiquement en compte le territoire considéré : vallée, plaine, plateau, couvert forestier, bassin-versant, vents dominants, urbanisation, organisation de l'autonomie alimentaire du territoire, identification des flux de marchandises alimentaires, politiques foncières et d'installation des jeunes agriculteurs, etc.

Lire la chronique de Stéphane Foucart : Article réservé à nos abonnés « Aucun gouvernement n'a suivi ou devancé avec une telle constance les desiderata du productivisme agricole »

Aujourd'hui, cette approche reste un impensé scientifique et politique en agriculture. Aucune organisation agricole ne s'est emparée du sujet climat pour en faire une dynamique de transition collective non corporatiste. Aucune ne lie climat et biodiversité pour structurer une réforme de la politique agricole à la hauteur des enjeux. Qui en aura le courage politique ?